**Vallée Sud – Grand Paris**



**Etablissement Public Territorial**

***Accord-cadre multi-attributaire de travaux d’éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore et d’enfouissement des réseaux***

***Lot 2***

*Etude de cas n°03*

*Simulation d’un marché à bons de commandes de travaux d’éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore*

*Notice technique*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Indice** | **Date approbation** | **Description de l’évolution** |
| 0 | 13/02/2025 | Version originale |
| 1 | 13/03/2025 | Mise à jour |
|  |  |  |

**SOMMAIRE**

[Article 1 - COntexte – Objet du Marché 3](#_Toc192857348)

[1.1 - Contexte général 3](#_Toc192857349)

[1.2 - Objet DE L’ETUDE 4](#_Toc192857350)

[Article 2 - OBJET DES TRAVAUX 4](#_Toc192857351)

[Article 3 - NATURE ET CONSISTANCE DES TRAVAUX 5](#_Toc192857352)

[3.1 - Localisation des travaux 5](#_Toc192857353)

[3.2 - Travaux compris dans le marché 5](#_Toc192857354)

[3.3 - Travaux non compris dans le marché 7](#_Toc192857355)

[Article 4 - DOCUMENTS A FOURNIR 8](#_Toc192857356)

[Article 5 - Contraintes d’intervention 8](#_Toc192857357)

[5.1 - Permanence téléphonique 8](#_Toc192857358)

[5.2 - Astreinte - Intervention d’urgence 8](#_Toc192857359)

[5.3 - Arrêtés de voirie 9](#_Toc192857360)

[Article 6 - HYGIENE ET SECURITE 9](#_Toc192857361)

[6.1 - Mesures d’hygiene et de securite 9](#_Toc192857362)

[6.2 - Sécurité et protection de la santé sur le chantier 9](#_Toc192857363)

[6.3 - Plan Général de Coordination (P.G.C.) 9](#_Toc192857364)

[6.4 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) 10](#_Toc192857365)

[Article 7 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES 11](#_Toc192857366)

[Article 8 - PLATEFORME COLLABORATIVE 11](#_Toc192857367)

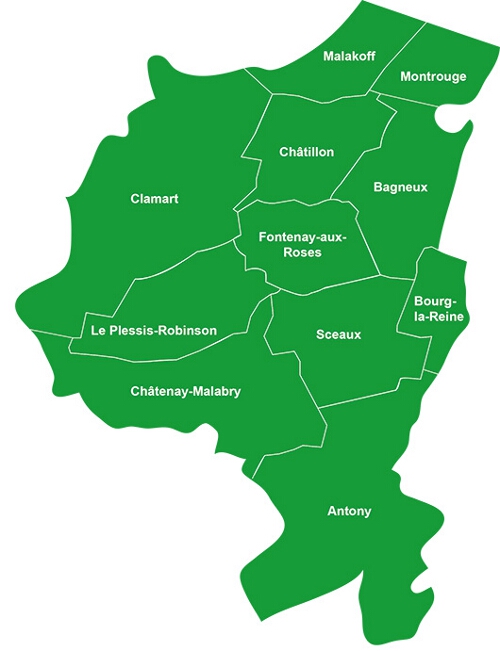
[Article 9 - RECEPTION DES OUVRAGES 11](#_Toc192857368)

1. COntexte – Objet du Marché

## Contexte général

Vallée Sud – Grand Paris est un Etablissement Public Territorial qui regroupe 11 communes des Hauts-de-Seine :

* **ANTONY**,
* **BAGNEUX,**
* **BOURG-LA-REINE**,
* **CHATENAY-MALABRY**,
* **CHATILLON,**
* **CLAMART,**
* **FONTENAY-AUX-ROSES,**
* **LE PLESSIS-ROBINSON**,
* **MALAKOFF,**
* **MONTROUGE,**
* **SCEAUX**.



A ce jour, la présente étude de cas d’éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore concerne les communes de :

* **BAGNEUX,**
* **CLAMART,**
* **FONTENAY-AUX-ROSES,**
* **CHÂTENAY-MALABRY**
* **BOURG LA REINE,**
* **SCEAUX ;**
* **CHÂTILLON,**
* **MALAKOFF,**

.

## Objet DE L’ETUDE

La présente étude de cas est une simulation d’un marché subséquent à bons de commandes de petits travaux localisés ou urgents conclu sur le fondement de l’Accord Cadre Multi-attributaire de travaux n°2025TRX08 Lot 2 dont l’objet est rappelé au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Il s’agit d’un marché à bons de commandes au sens des dispositions de l’article 77 du code des marchés publics, conclu pour une durée de 1 an non reconductible, relatif à :

* Des opérations de travaux d’entretien courant, de réparation, de réhabilitation ou d’aménagement localisés,
* Des opérations de travaux dont l’exécution est frappée d’une urgence impérieuse au sens juridique du terme, urgence issue de circonstances imprévisibles.

1. OBJET DES TRAVAUX

Les ouvrages à réaliser dans cadre de la présente étude de cas à bons de commandes appartiennent à la catégorie des ouvrages d’éclairage public et signalisation lumineuse tricolore.

Les bons de commandes de ce marché correspondent à :

* des opérations d’éclairage public et de signalisation tricolore lumineuse pour des travaux d’entretien courant, de réparation, de réhabilitation ou d’aménagement localisés,
* des opérations localisées de modernisation et/ou d’extension des installations d’éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore,
* des opérations de travaux dont l’exécution est frappée d’une urgence impérieuse au sens juridique du terme, urgence issue de circonstances imprévisibles.

Les opérations de travaux pourront être de deux types :

* travaux d’éclairage public et/ou de signalisation lumineuse tricolore inclus dans un programme global de travaux (travaux d’assainissement et de voirie réalisés dans le cadre d’un autre marché de travaux),
* travaux d’éclairage public et/ou de signalisation lumineuse tricolore seuls.

La présente simulation du marché à bons de commande concerne notamment les prestations et travaux suivants :

* fourniture d’équipements concernant l’éclairage public ou la Signalisation Lumineuse Tricolore (SLT),
* sondages de reconnaissances de réseaux concessionnaires et report sur plan avec géoréférencement des réseaux repérés à la demande du Maître d’ouvrage ou du Maître d’œuvre,
* « petits travaux » d’éclairage et/ou de SLT :
* remplacement et/ou mise en œuvre de matériel d’éclairage (coffret classe II, mâts, crosse, ballaste, luminaire, source, ampoules, leds, armoires, protections, boite de couplage…)
* remplacement et/ou mise en œuvre de matériel SLT (potence, potelet, poteau, feux, signaux, coffret, contrôleur, cartes, sources…)
* déplacement de mâts, potelets…
* travaux ponctuels de rénovation d’éclairage ou de SLT (matériel, réseau…)

La réalisation de ces travaux comprend l’ensemble des études d’exécution, des travaux préliminaires de préparation des emprises, des sondages de reconnaissances nécessaires, des travaux de blindage et terrassement, des travaux de génie civil et d’éclairage, de réalisation des ouvrages coulés en place ou préfabriqués, des travaux de pose ou de dépose, des travaux de comblement, des travaux de réfection de la voirie et de rénovation de mobilier urbain et enfin les tests de réception de ces ouvrages.

Cette liste est non exhaustive et pourra être complétée par le Maître d’ouvrage dans la limite de prestations définies dans l’Accord-Cadre.

La maîtrise d’œuvre sera assurée soit par un Maître d’œuvre désigné par le Maître d’ouvrage soit directement par le Maître d’ouvrage.

1. NATURE ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

## Localisation des travaux

Les travaux concernés par le présent marché sont localisés sur le territoire de Vallée Sud - Grand Paris mais restreints aux périmètres des communes suivantes : Bagneux, Clamart, Fontenay-Aux-Roses, Malakoff, Châtenay-Malabry, Châtillon Bourg-la-Reine et Sceaux.

La localisation précise des travaux sera fixée dans les bons de commandes adressés ultérieurement à l’entreprise titulaire du marché.

## Travaux compris dans le marché

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il sera exigé d'elle un travail répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous les travaux reconnus défectueux par le Maître d’œuvre ou le Maître d’ouvrage et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur.

Les travaux prévus dans le présent marché subséquent à bons de commandes correspondent à :

* des opérations de travaux d’entretien courant, de réparation, de réhabilitation ou d’aménagement localisés,
* des opérations localisées de modernisation et/ou d’extension des installations d’éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore,
* des opérations d’installation des bornes d’arrêt minute,
* des opérations de travaux dont l’exécution est frappée d’une urgence impérieuse au sens juridique du terme, urgence issue de circonstances imprévisibles.

Les prestations comprennent en particulier :

1. Les études d'exécution comprenant l'établissement des notes de calcul et des plans d'exécution, la réalisation des études de détail et, d'une manière générale, l'établissement de tous les documents nécessaires à la réalisation des travaux demandés.

Ainsi que :

* + - l’établissement des DT et/ou DICT conformément à la réglementation que ce soit en procédure normalisée ou d’urgence,
    - les essais d'études de convenance et de contrôle des bétons et matériaux divers,
    - les essais de câbles, la vérification des valeurs de la terre.

1. L'amenée, l'installation, le déplacement et le repliement des matériels et installations de chantier y compris les locaux sanitaires et sociaux, en incluant toutes les sujétions y afférant, et notamment l'amenée à pied d'œuvre, la location, l'entretien et les consommations (y compris les raccordements provisoires aux réseaux : eaux usées, eau potable, électrique,...etc..). En cas de chantiers lancés en même temps sur des rues à proximités l’une de l’autre ces frais pourront être mutualisés.

Tous les dispositifs nécessaires pour la sécurité et l'hygiène du personnel travaillant sur chantier.

1. Les travaux pour l'aménagement des abords du chantier : panneaux d’information, signalisation temporaire de chantier, signalisations diverses, balisage, protection des ouvrages environnants, marquage au sol, accès des riverains (ponts), platelage, piste(s) de chantier, aire(s) de manœuvre, bordures, clôtures, éclairages, etc...

Le soutènement et les étaiements des réseaux divers et ouvrages situés au droit des emprises de chantier et de travaux. L'aménagement des déviations provisoires de circulation nécessaires à la réalisation des travaux ainsi que la remise en état après la fin des travaux.

1. La protection des ouvrages environnants susceptibles d'être endommagés lors de l'exécution des travaux de chantier (arbres, mobiliers urbains, réseaux ou ouvrages appartenant aux concessionnaires ou aux administrations), y compris leurs fondations.

La surveillance et la protection des ouvrages et des réseaux divers souterrains existants.

1. Le nettoyage permanent du chantier, de ses voies d'accès et l'évacuation de tous résidus dans un centre d'enfouissement technique.
2. Le piquetage, bornage foncier, jalonnement ainsi que l’implantation planimétrique et altimétrique, y compris relevés complémentaires des ouvrages.
3. Les sondages de reconnaissance préalables pour vérifier les emplacements exacts des ouvrages et des réseaux existants situés à proximité des travaux à réaliser ainsi que les sondages complémentaires pour fondations ou autres, si nécessaire.
4. La démolition des structures de chaussées et de trottoirs, avec évacuation dans un centre d'enfouissement technique des matériaux correspondants, y compris la dépose de bordures et caniveaux.
5. La démolition de la maçonnerie, de massifs de béton, des structures en béton.
6. Les terrassements à ciel ouvert en tranchée, quels que soient la nature géologique des terrains rencontrés, le niveau de la nappe phréatique et le mode d’exécution retenu.

L’évacuation dans un centre d’enfouissement technique de tous les déblais extraits.

Le blindage et l’étaiement des fouilles et la protection de ces dernières y compris l’épuisement.

La fourniture, le transport et la mise en œuvre des remblais nécessaires au remblaiement des fouilles et le compactage.

1. La fourniture, le transport et la pose des équipements et de leurs accessoires annexes.

La fourniture et la pose de tous les éléments nécessaires à la réalisation du génie civil associé (fourreaux, chambres, sables…)

1. Les travaux de dépose, repose, modification, remplacement des équipements existants quel que soit le type.
2. Les raccordements aux ouvrages et réseaux électriques existants.
3. Les réfections provisoires des chaussées, trottoirs, accotements pour certaines phases intermédiaires de travaux. En fin de chantier, les réfections définitives de chaussées et de trottoirs seront conformes à la demande du Maître d’œuvre ou du Maître d’ouvrage.
4. La réalisation de travaux d’aménagement de voirie.
5. Les travaux d’élagage, débroussaillage, dépose d’arbre (y compris dessouchage), enlèvement, fourniture et mise en œuvre de terre végétale et engazonnement nécessaires à la réalisation des travaux d’assainissement,
6. Les essais et contrôles internes (auto-contrôle).
7. La remise en état des lieux conformément à l'état initial du démarrage de chantier.
8. L'établissement et la fourniture des plans de récolement dans les délais prescrits.
9. Les contrôles électriques, le Consuel.
10. L’interface avec l’exploitant des réseaux (conditions d’interventions, consignations, règles particulières applicables). L’exécution des travaux devra prendre en compte la coordination avec l’exploitant ainsi que la possibilité pour l’exploitant d’accéder au chantier si la collectivité l’estime nécessaire.

**Les prestations comprennent d’une façon générale, tous les travaux, fournitures et mises en œuvre indispensables à la réalisation et au fonctionnement des réseaux d’éclairage public et autres ouvrages d’infrastructure conformément aux normes en vigueur et tels qu’ils seront précisés dans les bons de commandes issus de la présente simulation.**

## Travaux non compris dans le marché

Les travaux suivants ne sont pas compris dans le présent marché :

* + la préparation du terrain : démolition des bâtiments existants,
  + la déviation de réseaux concessionnaires en service dans le sous-sol rencontrés lors des travaux,
  + les remaniements de câbles et conduites en service des organismes publics ou des concessionnaires qui s’avéreraient nécessaires.

Les intervention et prestations suivantes, objet d’un marché de maintenance, sont exclues du présent marché :

* + réparations suite à acte de malveillance,
  + intervention suite à accident de la circulation,
  + intervention suite à incident climatique exceptionnel,
  + mise en place et dépose de mâts de fêtes,
  + mise en place de lignes provisoires aériennes,
  + mise en place de matériel dans le cadre de manifestations festives diverses,

1. DOCUMENTS A FOURNIR

Outre les documents demandés lors de la soumission de la présente simulation le titulaire devra soumettre au Maître d’œuvre ou au Maître d’ouvrage les documents ci-après :

* + un additif au plan particulier de sécurité et de protection de la santé, ce dernier étant transmis au coordinateur SPS au démarrage du présent marché,
  + un planning d’intervention et de réalisation des travaux objets du bon de commande et respectant le délai indiqué dans ce dernier,
  + les différents documents d’exécution tels que décrits dans le C.C.T.P. de l’Accord-Cadre, demandés par le Maître d’œuvre ou le Maître d’ouvrage.

L’ensemble de ces éléments devront être remis sous un délai indiqué dans le bon de commande.

1. Contraintes d’intervention

## Permanence téléphonique

Il n’est pas prévu dans le cadre de ce marché de permanence téléphonique en dehors des horaires d’ouverture de l’entreprise.

## Astreinte - Intervention d’urgence

Il n’est pas prévu dans le cadre de ce marché d’astreinte. En revanche, à la demande du Maître d’ouvrage, le Titulaire pourra être amené à réaliser des interventions d’urgence.

***Mobilisation des équipes***

Dans le cadre d’une demande d’intervention d’urgence du Maître d’ouvrage ou du Maître d’œuvre, l’entreprise devra pouvoir mobiliser une équipe composée au minimum :

* d’un chef de chantier,
* de compagnons,
* d’un véhicule de chantier avec du matériel et matériaux courants, pour réaliser des travaux de mise en sécurité ou de remise en viabilité.

***Rémunération***

Les frais relatifs à la mobilisation d’une équipe pour une intervention d’urgence à la demande du Maître d’ouvrage seront rémunérés au moyen des prix du B.P.U. (par heure).

## Arrêtés de voirie

Les modalités de demande d’un arrêté de voirie nécessaire pour l’exécution des travaux (circulation des poids lourds en présence de barrières de dégel, etc.) seront définies en concertation avec Vallée Sud – Grand Paris et les services techniques municipaux de la ville concernée.

Le titulaire réalisera lui-même sa demande d’arrêté aux communes.

1. HYGIENE ET SECURITE

## Mesures d’hygiene et de securite

L’entrepreneur doit prendre, pour la sécurité du personnel, des riverains et de l’environnement, les mesures spécifiques nécessitées par la mise en œuvre de la ou des techniques utilisées.

De plus, au regard de la nature de l’activité et des risques encourus, le travailleur bénéficiera des vêtements spéciaux, équipements et dispositifs individuels de protection d’une efficacité reconnue.

## Sécurité et protection de la santé sur le chantier

* **La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et les décrets 94-1159 du 26 décembre 1994, 95-543 du 4 mai 1995, 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 et 2003-68 du 24 janvier 2003** définissent l’organisation de la sécurité sur les chantiers de bâtiment et de génie civil. Ils stipulent en particulier l’intégration de la sécurité dès la phase de conception, y compris pour les interventions ultérieures sur l’ouvrage.
* **L’arrêté du 25 février 2003** pris pour application de l’article L. 235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis.
* **Les principes généraux de prévention (articles L. 230.2 et L. 235.1 du code du travail).**

L’entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordonnateur SPS concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier.

Chaque entrepreneur devra s'appliquer à respecter la sécurité sur le chantier. Il devra, notamment, respecter les protections mises en place par d'autres entreprises, poser les protections nécessaires pendant ses travaux ainsi qu'en fin de travaux si des dangers subsistent après son passage.

Il devra se conformer à toutes les règles de sécurité.

Tous les frais en découlant pour l’entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant du marché.

## Plan Général de Coordination (P.G.C.)

Un Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.) élaboré par le Coordonnateur de sécurité nommé par le Maître d'Ouvrage, sera fourni.

Le PGCSPS constitue une pièce contractuelle du marché subséquent. Les éléments du PGCSPS sont force de données de base pour les entreprises et leurs sous-traitants ou travailleurs indépendants éventuels. Celles-ci devront s’appuyer sur le PGCSPS pour établir leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

## Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

L’entrepreneur devra fournir, un PPSPS général qui fera référence aux prescriptions du Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Celui-ci indiquera de manière détaillée les dispositions et les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité pour les travaux que l'entrepreneur est susceptible d’exécuter dans le cadre de ce marché à bons de commandes.

Il doit être établi en tenant compte des données générales et particulières d'hygiène et de sécurité contenues dans le P.G.C., élaboré par le Coordonnateur de sécurité.

L’entrepreneur fournit à son sous-traitant pour qu’il en tienne compte : le plan général de coordination et les mesures d’organisation qu’il a lui-même définies dans son propre plan.

Le plan pouvant évoluer, un exemplaire à jour doit être en permanence tenu à la disposition des organismes officiels sur le chantier.

Le contenu du PPSPS général :

1. Les noms et adresse de l’entreprise.

Le nom et la qualité de la personne chargée de diriger l’ensemble du marché.

1. La description des travaux et méthodes de travail en faisant ressortir :
   1. Les risques propres à l’entreprise et tenant compte des contraintes d’environnement, les moyens de prévention choisis,
   2. Les travaux qui présentent des risques d’interférence liés à la co-activité avec d’autres entreprises, les risques réciproques et les moyens de prévention proposés.
2. Les modalités de prise en compte des mesures de coordination générale définies par le coordonnateur.
3. Les mesures d’hygiène et les locaux destinés au personnel mis en place ou à disposition tels que prévus dans le plan général de coordination.
4. L’organisation des premiers secours de l’entreprise avec notamment le matériel médical disponible, les sauveteurs secouristes du travail présents, les mesures prises pour l’évacuation des blessés dans le cadre du plan général de coordination.

La partie description des travaux est la plus importante du plan, elle doit être accompagnée d’une analyse détaillée des risques liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations, à l’utilisation de substances ou de préparations dangereuses, aux circulations et déplacements sur le chantier.

Les plans et croquis établis pour le chantier remplacent avantageusement du texte. Les photocopies de documents à caractère général sont à éviter, sauf intérêt particulier.

Le plan peut évoluer, il est toujours possible de modifier les modes opératoires, les mesures de prévention, si les risques encourus sont diminués ou si les mesures de prévention présentent une garantie équivalente.

Ainsi avant le démarrage des travaux relatifs à un bon de commande nécessitant la tenue d’un PPSPS comme mentionné dans l’arrêté du 25 février 2003, l’entrepreneur établira un additif au PPSPS général qui viendra compléter ce dernier par des dispositions particulières aux travaux considérés. Il sera notamment précisé :

1. Le nom et l’adresse de l’entreprise.

L’adresse du chantier et l’effectif prévisible.

Le nom et la qualité de la personne chargée de diriger l’exécution des travaux.

1. Les modifications de modes opératoires et de mesures de prévention si les risques encourus lors de la réalisation des travaux considérés sont différents de ceux décrits dans le PPSPS général.
2. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

En fonction du type d’opération et à la demande du Maître d’ouvrage, l’entrepreneur remettra au représentant du Maître d’œuvre, dans le mois suivant la réception, un dossier de récolement constitué par les plans et autres documents conformes à l’exécution.

Le dossier sera remis en 2 exemplaires papiers et supports informatiques (CD/DVD/Clé USB).

Le contenu devra être conforme au C.C.T.P. de l’Accord-Cadre. Un cadre de DOE est joint au Dossier de Consultation. Sont également compris dans ce rendu les notices de fonctionnement des équipements installés ainsi que les garantis constructeurs.

1. PLATEFORME COLLABORATIVE

Une plateforme collaborative a été mise en place dans le cadre du marché de maîtrise d’œuvre (titulaires : ARTELIA/ SEGIC/SOREC).

Conformément au C.C.T.P. de l’Accord-Cadre, l’entrepreneur aura à sa charge la mise en ligne des documents relatifs à la préparation, l’exécution et le récolement des travaux. La liste des documents à charger sur la plateforme par l’entrepreneur est située en annexe.

Dans le cas où il n’aurait pas été formé à l’utilisation de cette plateforme, ARTELIA organisera une cession de formation dès la notification du marché.

1. RECEPTION DES OUVRAGES

L’achèvement des prestations et travaux d’un bon de commande fera l’objet d’une décision établie par le Maître d’ouvrage, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations dans les conditions suivantes :

A l’issue des vérifications, le Maître d’ouvrage ou son maître d’œuvre prononce la réception, l’ajournement, la réception avec réserves ou la non-réception des travaux.

La décision prise doit être notifiée au titulaire, dans un délai de trente jours suivant la date du procès-verbal.

Si le Maître d’ouvrage ne notifie pas sa décision dans ce délai, les travaux sont considérés comme réceptionnés, avec effet à compter de l’expiration du délai.